

DE BOULLOCHÉ A FOUCHET : UNE MÊME REFORME

La nature du régime gaulliste, l'absence de pression des forces populaires et le manque de perspectives de leurs organisations permettent de comprendre quels sont les principes qui guident les transformations gaullistes de l'enseignement.

Une des astuces classiques du capitalisme est de présenter comme "naturel" ce qui résulte d'un choix politique voulant assurer la pérennité du système. Ainsi, affirmer qu'il est possible à 11 ans de distinguer définitivement les doués des moins doués est arbitraire et n'est que la conséquence de la volonté d'assurer la cooptation des classes dirigeantes. Ainsi, si le progrès scientifique et technique implique une diversification des tâches, il n'implique pas la spécialisation, choix politique déterminé par la nécessité d'obtenir la formation des travailleurs à un coût minimal.

A la hiérarchisation et à la spécialisation étroite des travailleurs, correspond la sélection progressive des jeunes ; et l'organisation de l'enseignement est sous-tendue par une suite de barrages qui règlent le cloisonnement et la hiérarchisation des structures d'enseignement en fonction des impératifs du système socio-économique.

PREMIER BARRAGE : L'ENTRÉE EN SIXIÈME

A partir de l'âge de 11 ans, les jeunes se voient diviser en trois catégories, presque étanches l'une par rapport à l'autre.

a - L'enseignement pratique (35 % d'une classe d'âge de 11 ans) dispensé dans les classes de transition (fin d'études) des écoles primaires, puis dans un cycle terminal de deux ans, comprenant un travail à temps partiel en usine. Cet enseignement débouche soit directement vers les activités des travailleurs les moins qualifiés, soit vers l'apprentissage. Rappelons que pour ces jeunes, la scolarité n'est obligatoire que jusqu'à 14 ans, la prolongation de l'obligation jusqu'à 15 ans n'étant prévue qu'en 1972.

Cet enseignement est réservé aux "moins doués" pour les études (cf. le Préfet de la Seine), comme si à 11 ans et dans la situation actuelle, le "don" n'est pas le reflet de la condition sociale !

b - L'enseignement général court dispensé dans les C.E.G. et les collèges techniques (40 % d'une classe d'âge de 11 ans).

c - L'enseignement long (25 % d'une classe d'âge de 11 ans) dispensé dans les lycées.

Ces structures diversifiées ont été baptisées : cycle d'orientation de 11 à 15 ans. Curieuse orientation qui pré-orienté tous les jeunes à 11 ans. Pour prouver l'existence de ce cycle, de nouvelles unités scolaires ont été mises en place, les C.E.S. (collèges d'enseignement secondaire) abritant dans les mêmes bâtiments les trois ordres d'enseignement mais maintenant leurs caractéristiques propres et leur cloisonnement.

Tout au long de l'enseignement secondaire - et notamment lors de l'entrée en seconde pour les jeunes issus des cycles courts - d'autres barrages existent. Il suffit

de constater le nombre important des élèves à "réorienter" à la fin de chaque classe (euphémisme qui signifie exclusion sans possibilité prévue d'autre orientation). D'autre part, il est bien évident que les conditions et le contenu de l'enseignement dispensé favorisent les jeunes issus de milieux à tradition culturelle bourgeoise.

DEUXIEME BARRAGE : L'ENTREE DANS LE SUPERIEUR

Pendant longtemps, le baccalauréat et l'élimination en cours de l'enseignement secondaire ont permis de régler l'entrée des étudiants dans l'enseignement supérieur. L'explosion démographique, et surtout la nécessité pour de nombreux travailleurs d'avoir une qualification plus importante sont les causes principales de l'afflux des jeunes dans les enseignements supérieur et secondaire. La revendication de démocratisation de l'enseignement (l'ambiguïté de ce mot d'ordre n'est pas envisagée ici) qui traduit l'aspiration des masses vers la connaissance intervient aussi. Cet afflux crée maintenant une crise due essentiellement

a - aux structures et au contenu d'un enseignement conçu pour former la caste dirigeante baptisée par de nombreux professeurs (dont certains se prétendent politiquement à gauche) élite intellectuelle comme si cette élite n'était pas profondément conditionnée par le système social qui la sécrète,

b - à la volonté du pouvoir de réserver l'enseignement universitaire aux "équipes de pointe" dont le néo-capitalisme a besoin.

UNE UNIVERSITE DUALISTE ?

Le pouvoir est donc décidé à limiter l'entrée des étudiants dans les facultés à terme en instituant un numerus clausus, mais dès maintenant :

a - en créant un baccalauréat "noble" et un sous baccalauréat

b - en décrétant une sélection à l'entrée des facultés de sciences (après les tentatives du Doyen Zamanski contraint à un recul par la réaction étudiante, un décret Fouchet est sorti)

c - en développant un enseignement supérieur court : ce sont les instituts technologiques universitaires qui assureront la formation rapide et spécialisée des cadres moyens en leur ôtant la possibilité de se recycler à mesure du développement scientifique, faute de formation théorique suffisante.

Le cloisonnement et la hiérarchisation se retrouvent donc au niveau de l'enseignement supérieur. Au niveau de l'enseignement secondaire, seules des transformations d'un cloisonnement existant depuis longtemps interviennent ; mais dans l'enseignement supérieur nous assistons à la tentative d'instituer un cloisonnement n'existant pas auparavant. Le caractère réactionnaire de l'institution d'une université dualiste en apparaît plus clairement, et c'est pourquoi une bataille contre les mesures de sélection, en particulier à l'entrée des facultés des sciences, peut être l'amorce d'une critique radicale du système néo-capitaliste de formation.

Cette critique radicale doit être soutenue par la définition d'exigences positives montrant notamment que les nécessités résultant de la division technique du travail appellent d'autres solutions que la spécialisation précoce et étroite des travailleurs.

La contradiction entre la volonté des travailleurs d'acquérir une formation générale leur permettant de dominer leur activité professionnelle et de maîtriser le processus de production, et la politique gaulliste qui entend instituer un système de formation selon les seuls critères de la

rentabilité et du profit, peut être le point de départ d'une bataille radicale importante contre le néo-capitalisme. Il appartient au mouvement étudiant, aux travailleurs et à leurs organisations de la mener et de la développer.

Jean-Claude BERNARD



Nlle Série – Novembre 1965 N° 1

Pages 6 et 7